

ABROGATION DU CESEDA

1°) Le gouvernement (et plus largement les politiques de droite ou de gauche depuis plusieurs années) organise minutieusement **une séparation des gens dans le pays**, il crée de toutes pièces des catégories politiques : *les français, les immigrés, les jeunes des quartiers populaires, les français d'origine immigrée...* Ces catégories devant rester séparées, ce qui ouvre à la concurrence, la méfiance, les confrontations.

Pour mener à bien cette séparation du peuple, le gouvernement s'appuie sur une propagande effrénée et **surtout sur des lois, des décrets, des circulaires** qui ont tous le même but : séparer, diviser et empêcher toute idée nouvelle sur ce que pourrait être le pays. Ils veulent un pays pour quelques-uns, où les droits ne sont plus universels mais liés à la naissance, à la fortune, au clan politique... La police étant là pour veiller à la bonne application de ces lois et décrets...

2°) Notre idée à nous, notre politique, c'est de dire et de pratiquer une chose essentielle : **il faut parler pour tous**, pas pour une catégorie. On peut proposer un autre possible sur le pays : depuis longtemps nous intervenons pour que le pays soit celui de tous ceux qui l'habitent, y vivent, y contribuent. C'est notre fameux principe : **"qui vit ici, est d'ici !"**.

Il n'y a pas à "saucissonner" les gens en catégories factices, il y a un seul peuple, à construire certes, mais les gens sont les mêmes, les droits doivent être les mêmes, les persécutions doivent cesser, l'humiliation aussi.

3°) **Le pays, c'est nous tous** : il n'y a pas les "français" et les autres, "les immigrés". Avec de tels principes pour tous on peut faire une force réelle, combattre la séparation, on est capable de dire ce qu'on veut, on peut se rassembler et avancer ensemble.

Pratiquer le pays pour tous, le rendre possible, cela demande de s'attaquer à la loi CESEDA contre les étrangers, loi qui supprime les droits, fabrique les sans-papiers et légalise de manière "républicaine et démocratique" la chasse à l'homme et la persécution policière.

La loi CESEDA par son existence même officialise, du point de l'Etat, la séparation des gens à l'intérieur du pays. Mais de notre point de vue à chacun d'entre nous, qu'en est-il ? certains peuvent choisir de se rallier à cette politique de l'Etat ; mais il est surtout possible et urgent de s'en séparer : c'est le sens de nos propositions.

4°) A tous ceux qui disent leur inquiétude justifiée de ce qui se met en place contre les français qui aident les sans-papiers, nous demandons : Si les articles s'attaquant aux français qui aident les sans-papiers étaient supprimés de la loi CESEDA, est-ce que cela empêcherait les 26000 expulsions par an ? est-ce que cela empêcherait les camps de rétention et les descentes de police chez les gens et sur les chantiers ? Non, certainement pas.

Par contre, si la loi CESEDA était abrogée, si les sans-papiers, ouvriers, étudiants, malades, exilés...étaient régularisés, il est sûr que les articles attaquant les français "aidant" n'auraient plus lieu d'être !

5°) Alors, mettons les choses à l'endroit ! **Le CESEDA pénalise tout le monde**, plus ou moins durement. C'est une loi contre toute idée positive de ce pays : contre l'idée des droits pour tous, contre l'idée du pays pour tous.

C'est le même peuple persécuté par une même loi infâme : il n'y a pas les soutiens et les soutenus, les aidés et les aidants, **il y a des gens ici, qui doivent être traités à égalité, dans le respect, où chacun compte comme il est.**

Construisons une amitié politique sur des principes pour tous : pas de catégories de séparation, pas de différences imposées par l'Etat.

On peut gagner l'abrogation du CESEDA, encore faut-il le demander et le porter !

Nous organisons une intervention publique contre la politique d'expulsion le samedi 18 Avril à 15h, Place du Capitole. Venez en débattre !

Le Rassemblement des ouvriers sans-papiers, gens d'ici, et leurs amis